

aide financière du gouvernement et du secteur privé. Les chercheurs ont poursuivi leurs travaux de recherche personnels malgré tous les obstacles. J'invite instamment le ministre à accroître ce soutien, afin que les grands cerveaux de notre pays puissent rester au Canada et faire ainsi profiter notre pays de leur apport intellectuel pour le plus grand bien de l'humanité.

Laissez-moi vous lire un passage d'une lettre datée du 3 mars 1976 qui m'a été envoyée par M. Donald Sprung, doyen de la faculté des sciences de l'Université McMaster. Il écrit:

En tant que scientifique praticien et doyen de l'une des facultés des sciences les plus actives dans le domaine de la recherche au Canada, je partage pleinement les préoccupations exprimées par les professeurs Yates et Polanyi. Au sein de notre faculté, la grande majorité des professeurs participent activement à des travaux de recherche. La plupart d'entre eux se sont acquis une réputation nationale et internationale pour l'excellence de leurs travaux. La preuve du haut calibre de mes collègues est qu'à McMaster, le soutien à la recherche que nous obtenons du gouvernement et d'autres organismes octroyant des bourses n'a pas diminué dans les mêmes proportions que dans d'autres universités. Le montant de ce soutien a néanmoins diminué en valeur absolue et dans une proportion élevée depuis six ans. Ce sont précisément les années durant lesquelles ces professeurs font le plus appel à leur talents créateurs, les années durant lesquelles on serait en droit de s'attendre à ce que le niveau de soutien qui leur est accordé augmente. En fait, à de très rares occasions seulement certains d'entre eux ont-ils pu obtenir plus de fonds.

Des chercheurs, des professeurs et autres concitoyens nous écrivent constamment pour nous prodiguer des conseils et des suggestions. La fin de semaine dernière, j'ai eu le plaisir d'assister à la remise des prix Vanier de la Chambre de commerce des jeunes à cinq Canadiens remarquables. Parmi les personnes ainsi honorées figurait le Dr John F. S. Crooker de l'Université Dalhousie. Il s'est signalé par ses recherches sur le syndrome de Reye. Selon le Dr Crocker, à une certaine époque, il était de bon ton de dire: «Ne gaspillez pas votre argent, d'autres pays sont beaucoup plus avancés que nous et nous pouvons emprunter ou acheter leurs recherches». Quant à lui, une forte proportion des fonds qu'il a obtenus pour ses recherches provenaient de l'étranger. Nous avons convenu qu'il y avait un revirement d'attitude et que tout nous portait à croire qu'on manifeste un regain d'intérêt et un appui sincère à tous les niveaux pour les recherches faites au Canada.

● (1742)

Nous ne devons pas oublier que les fonds fédéraux pour la recherche universitaire sont nécessaires, car il faut des scientifiques hautement perfectionnés pour s'attaquer aux problèmes que posent au Canada actuellement l'usage de ressources limitées, les pressions démographiques, la pollution et la protection de l'environnement, les soins médicaux, la productivité agricole et la mise au point de nouvelles sources de produits alimentaires et de matériaux.

J'ai eu des rapports suivis avec le département de biologie de l'Université McMaster. Je voudrais citer certains passages de lettres que j'ai reçues de ce département. Ces lettres font foi de la haute opinion qu'ont les membres de cette faculté de la façon tangible dont les ministres, les ministères et les gouvernements actuels et passés ont répondu aux requêtes des chercheurs canadiens. M. Davidson, directeur de la faculté de biologie à l'Université McMaster, m'a écrit ce qui suit:

Le degré d'aide financière à la recherche ne nous intéresse pas seulement dans la mesure où nos efforts individuels de scientifiques sont touchés. En tant que professeurs, nous savons que l'approche avec laquelle les chercheurs abordent l'enseignement est plus critique et dynamique parce qu'ils ont une expérience vécue des limites de nos connaissances. Le chercheur est généralement un professeur plus intéressant et il est certainement un professeur mieux informé que celui que ne tire ses connaissances que des livres. Ainsi, notre intérêt envers

Recherche et développement

les subventions à la recherche n'est pas purement égoïste; nous considérons la recherche comme faisant partie intégrante de notre responsabilité d'enseignants.

Le professeur Bailey, qui enseigne dans la même faculté, dit ceci:

L'humanité dépend de plus en plus de ressources naturelles qui existent en quantités limitées. S'il veut résoudre les problèmes que cette situation suscite, le Canada, comme tous les autres pays, devra mettre à profit tout le talent scientifique qu'il pourra trouver ou former. Mais la formation et le perfectionnement de scientifiques compétents impliquent qu'il faut aborder la science «comme un art». La complexité qui caractérise la science moderne rend impossible l'atteinte de ce but à moindres frais. Si pour économiser des sommes d'argent négligeables (selon des critères nationaux), la science au Canada est forcée de rester à la remorque des autres, il faudra des années pour rattraper le temps perdu. Dans l'intervalle, la seule chose raisonnable à faire pour le Canada, c'est d'importer de l'étranger les spécialistes à la page dont il pourrait avoir besoin. Pour un pays qui a tant de richesses et d'aspirations, il est tout aussi illogique de continuer à dépendre des talents scientifiques étrangers que de demander à d'autres pays de nous fournir du personnel médical compétent ou des joueurs de hockey.

Voici ce qu'écrit le professeur Douglas M. Davies qui travaille à la même faculté:

La recherche universitaire diffère de celle du gouvernement... sur bien des points importants.

- 1) Les demandes de subventions sont soigneusement évaluées par des spécialistes dans chaque discipline qui s'assurent que seuls les meilleurs éléments sont retenus.
- 2) La recherche dans les universités comprend également la formation de diplômés spécialisés qui formeront notre future élite scientifique.
- 3) Un professeur universitaire qui s'occupe de recherches pures peut apporter dans ses cours de premier et de deuxième cycles un émoi et une fraîcheur incomparables lorsqu'il présente à ses élèves les toutes dernières découvertes du monde scientifique.

Le directeur de la faculté, M. Davidson, semble non seulement saisir nos problèmes de recherche, mais également nos problèmes politiques. Voici ce qu'il a écrit:

C'est un problème pour n'importe quel gouvernement que de justifier, auprès des électeurs, ses allocations de deniers publics. Ainsi, le gouvernement de M. Trudeau pourrait plus facilement affecter des fonds, mettons, à la recherche sur le cancer et les maladies du cœur, qu'à la recherche de base sur, disons, la production du bois dans l'Est du Canada, ou la pisciculture dans le Nord du Canada. Mais, comme nous avons tenté de vous le démontrer, la solution des problèmes propres au Canada ne sera jamais réalisée aux États-Unis ou en Europe. Nous avons des problèmes qui nous sont propres, et pour nous y attaquer, nous devons, dans une certaine mesure, faire preuve de chauvinisme, d'esprit de clocher. Nous avons besoin d'un groupe d'hommes de science hautement spécialisés et formés qui puissent reconnaître les problèmes du Canada et avoir la chance d'y travailler. Quant à nous, la solution du problème tient à une aide financière suffisante à l'appui de la recherche.

Tout cela et encore plus, des chercheurs, partout au pays, l'ont affirmé, l'ont écrit aux députés de l'Ontario présenté au gouvernement et au premier ministre (M. Trudeau).

J'aimerais signaler le fait que M. Max Chernesky, virologue à l'Hôpital Saint-Joseph de Hamilton, ainsi que M. Donald Savage, chef de l'Association canadienne des professeurs d'université, ont présenté un rapport assez long. On y trouvait trois recommandations. J'aimerais dire à la Chambre comment le ministre, son prédécesseur et d'autres ont cherché à y donner suite.

Voici le texte de l'une de ces recommandations:

Nous recommandons que tous les niveaux de gouvernement consultent les organismes représentant les professeurs et les chercheurs avant de proposer de nouvelles politiques en matière d'enseignement supérieur, et notamment avant toutes négociations fédérales-provinciales relatives au financement de l'enseignement supérieur.

On a presque immédiatement donné suite à cette recommandation en créant le Comité canadien du financement de la recherche universitaire. Ce n'est pas un comité fédéral-provincial, c'est un comité canadien. Le comité en question s'attela